

gulièrement diminué par le fait que nos obligations sont exemptes de l'impôt sur le revenu. Le pays devra payer l'intérêt sur le milliard et demi dû à une partie de la nation et le peuple qui détient ces obligations ne contribuera pas par ses impôts au montant qui lui sera payé sous forme d'intérêt.

Le ministre des Finances s'est montré très satisfait de l'état du numéraire. Il a comparé notre situation à celle d'autres belligérants et a dit que nous avions sujet d'être contents. Je ne suis pas de cet avis et je compte bien démontrer à la Chambre que la satisfaction du ministre est mal fondée.

Notre numéraire, tant en billets du Dominion qu'en billets de banque, est démesurément gonflé, preuve d'une dilatation du crédit et résultat direct de l'émission, par le Gouvernement, de monnaie fiduciaire à cours forcé. Examinons soigneusement les chiffres. Cette question n'est pas facile à comprendre et j'ai dû l'étudier pendant des heures avant de la saisir. Les autres députés pourront sans aucun doute la comprendre beaucoup plus rapidement que moi, mais je serai néanmoins heureux de répéter tout ce qui ne semblera pas parfaitement clair.

Le 30 juin 1914, les billets du Dominion en circulation se montaient à \$114,182,100, mais nous laisserons de côté les chiffres moindres pour ne parler qu'en millions. Ces 114 millions se divisaient comme suit: Les banques autorisées détenaient en chiffres ronds 92 millions et elles avaient déposé une réserve d'or de \$2,500,000. Ce qui fait que le total appartenant aux banques et déposé ou détenu par elles s'élevait à \$94,500,000, tandis que la circulation générale parmi le public était de \$19,500,000 ou, pour être exact, \$19,517,618. Pour le rachat de ces billets du Dominion le Trésor avait alors une encaisse de \$92,663,575 en or, contre les \$94,500,000 détenus par les banques, soit chez elles, soit dans leur réserve d'or, et \$19,500,000 dans la circulation publique. Comme nous le voyons, cette somme était plus que suffisante pour racheter en or la totalité des billets du Dominion détenus par les banques et l'encaisse représentait environ 85 p. 100 de l'émission totale.

Entre le 30 juin 1914 et le 28 février 1919, le Gouvernement a augmenté le montant des billets fédéraux au chiffre de 306 millions! Le 31 mars 1919, ce chiffre était d'un peu moins que 300 millions, ou exactement \$298,058,697.67.

Voyons maintenant comment cette augmentation a eu lieu. A partir du 30 juin 1914, alors que les billets fédéraux en circulation se montaient à 114 millions, nous

voyons que le Gouvernement a, jusqu'au 28 février 1919, mis en circulation des billets garantis par une réserve en or, de \$23,244,000. Rien à redire là-dessus, puisque l'émission était garantie par une encaisse métallique, mais le Gouvernement a aussi émis aux banques et sur la garantie de valeurs approuvées par la loi des finances de 1914, une somme additionnelle de \$70,528,000. Or, cette émission n'a pas été garantie par une encaisse, mais par des valeurs que les banques ont déposées au Trésor. La loi de finance de 1914 a porté la limite de l'émission de billets du Dominion garantis que par une encaisse de 25 p. 100, de 30 millions à 50 millions, ce qui fait que le trésor a pu émettre 20 millions de plus garantis seulement par l'encaisse de 25 p. 100. On a ainsi émis 15 millions de ce qui n'est en réalité que de la monnaie fiduciaire. En d'autres termes, si, avant l'adoption de cette loi, le Gouvernement désirait porter la circulation de billets du Dominion de 30 à 50 millions, chaque billet d'un dollar devait être représenté par une encaisse correspondante en or, mais en élevant la limite d'émission des billets garantis par seulement 25 p. 100 d'encaisse, le Gouvernement a pu faire une émission supplémentaire de 20 millions et ne mettre que 5 millions dans le Trésor.

Quant aux \$70,528,000, peu importait la valeur de leurs garanties, leur émission constituait un écart très sérieux par rapport à notre étalon d'or. Ces émissions ajoutées aux billets en circulation le 30 juin 1914, ont porté à \$207,954,100 l'émission totale des billets fédéraux. Mais le Gouvernement n'en est pas resté là, car il a fait d'autres émissions de billets fédéraux qui sont encore en circulation et pour le rachat desquels on n'a pas pourvu à une réserve en or. Voici comment on en est arrivé là. La compagnie du Grand-Tronc-Pacifique avait besoin de 6 millions et elle demanda ce montant au ministre des Finances. Celui-ci, s'étant, au cours de sa carrière, occupé de journalisme et des affaires qui s'y rapportent, avait un penchant pour l'imprimerie et voilà ce qui explique pourquoi il mit les presses en mouvement et fit imprimer des billets du Dominion pour une somme de 6 millions, qu'il mit en circulation. Quelle en était la garantie? Les obligations de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique qui ne valaient que par l'endossement même du Gouvernement. Celui-ci accepta donc des obligations dont la valeur intrinsèque était représentée par l'endossement du Gouvernement; il les plaça dans le Trésor et il s'en servit pour garantir cette émission de 6 millions de dollars. C'est